



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

Arrêté du 23 mars 2026 portant mise en demeure à la société SCHROLL de respecter les dispositions applicables à ses installations à PFASTATT

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment, son article L. 171-8 I,

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 mai 2019 portant autorisation à la société SCHROLL SAS à Pfastatt, d'étendre son centre de tri, transit, regroupement et traitement de déchets,

VU les visites d'inspection du 5 juin 2025 et du 22 janvier 2026,

VU les rapports de l'inspection de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargée de l'inspection des installations classées relatifs aux visites d'inspection susvisées,

VU les courriels de l'exploitant en date des 26 et 27 janvier 2026,

Considérant que l'article 8.2.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 mai 2019 indique que l'installation « est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] de 5 poteaux incendie du réseau public d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, implantés à moins de 200 mètres de l'installation, [...] » et que l'exploitant « est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau [...] »,

Considérant que l'inspection a constaté, lors la visite du 5 juin 2025, que le test des cinq poteaux incendie, implantés à moins 200 mètres du site, n'avait pu être vérifié au jour de l'inspection, qu'il avait été ainsi demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les justificatifs dans un délai de deux mois, et que ce délai est échu,

Considérant que, lors la visite du 22 janvier 2026, l'inspection a constaté que les résultats des tests réalisés sur les cinq poteaux incendies n'avaient pas été transmis par l'exploitant, notamment pour ce qui concerne les poteaux n°2 et n°5 ; que des essais réalisés le 26 janvier 2026 ont mis en évidence que le poteau n°2 présentait un défaut et qu'il n'a pas pu être testé,

Considérant qu'en référence au règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (DECI) du Haut-Rhin, l'état de l'art en matière de contrôle des débits est une fréquence d'au moins une fois tous les trois ans ; que dans ces conditions, les mesures de débits réalisées par la régie de l'eau de Mulhouse Alsace Agglomération (M2A) datant de plus de trois ans, il n'y a pas lieu de les prendre en compte pour le calcul du débit total disponible,

Considérant que les tests de débits réalisés par l'exploitant, au cours des trois dernières années, ne concernent que les trois poteaux incendie identifiés, par l'exploitant, par les numéros n° 1, 3 et 4 et que les deux autres poteaux incendie n°2 et n°5 situés à moins de 200 mètres du site n'ont pas été testés depuis moins de trois ans,

Considérant que l'absence de tests sur les poteaux incendie n°2 et n°5 amène l'inspection à considérer que l'exploitant ne peut pas garantir le caractère opérationnel de deux des cinq poteaux incendie situés à moins de 200 mètres des installations, notamment pour le poteau n°2 qui était défaillant au cours des contrôles réalisés le 26 janvier 2026, et que cela constitue une non-conformité à la prescription contrôlée,

Considérant que l'article 8.2.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 mai 2019 indique que l'installation « est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]

-de 5 poteaux incendie du réseau public d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, implantés à moins de 200 mètres de l'installation, permettant de fournir un débit minimal de 480 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures [...] »,

Considérant qu'après examen des éléments transmis par l'exploitant par courriels des 26 et 27 janvier 2026, l'inspection a constaté que le débit cumulé des trois poteaux incendies n° 1, 3 et 4 testés est de 297,8 m³/h et que ces mesures n'ont pas été réalisées en fonctionnement simultané des ouvrages,

Considérant que le non-respect du débit minimal cumulé de 480 m³/h constitue une non-conformité à la prescription contrôlée,

Considérant que l'article 8.2.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 mai 2019 indique que l'exploitant « [...] s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.[...] »,

Considérant qu'en référence au règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (DECI) du Haut-Rhin, l'état de l'art en matière de contrôle des débits est une fréquence d'au moins une fois tous les trois ans,

Considérant qu'après examen des éléments transmis par l'exploitant par courriel du 27 janvier 2026, l'inspection a constaté que les contrôles des quatre poteaux incendie n°2, n°3, n°4 et n°5, implantés sur le domaine public à moins de 200 mètres des installations, ont été réalisés le 24 février 2022 par la régie de l'eau Mulhouse Alsace Agglomération (M2A) et que, par conséquent, ces contrôles ont été réalisés il y a plus de trois ans,

Considérant que l'exploitant a réalisé les tests sur les PI n°1, n°3 et n°4 au cours des trois dernières années,

Considérant que l'exploitant ne s'est pas assuré de la vérification périodique des poteaux incendie n°2 et n°5 depuis plus de trois ans et que cela constitue une non-conformité avec la prescription contrôlée,

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement : *«Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent Code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.»*,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : la société SCHROLL, désignée par « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 6 RUE DE CHERBOURG à STRASBOURG (67100), est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées rue de l'imprimé ZI Texpark à PFASTATT (68120).

Article 2 : moyens de secours contre l'incendie – nombre de poteaux incendie opérationnels.

Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 8.2.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 mai 2019 susvisé :

« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

[...]

- de 5 poteaux incendie du réseau public d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, implantés à moins de 200 mètres de l'installation, permettant de fournir un débit minimal de 480 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures[...].*

[...]

Il est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ».

Article 3 : moyens de secours contre l'incendie – fréquence de contrôle des poteaux incendie.

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 8.2.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 mai 2019 susvisé :

[...]

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. [...].

[...].

Article 4 : faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code précité.

Article 5 : le secrétaire général de la préfecture et le directeur de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Une copie est notifiée à la société SCHROLL.

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

signé

Augustin CELLARD

Délais et voie de recours :

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.